

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
1 rue de la Cité-Administrative
Cité administrative, Bât. G
BP 80002 - Cedex 9
31074 Toulouse

Toulouse, le 13/06/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/05/2022

Contexte et constats

Publié sur



ALBI REMBLAIS RECYCLES

Lieu-dit Fargues
81120 DENAT

Références : 81-DECHETS-2022-25

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/05/2022 dans l'établissement ALBI REMBLAIS RECYCLES implanté Lieu-dit Fargues 81120 DENAT. L'inspection a été annoncée le 11/04/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée dans le cadre du Plan Pluriannuel de Contrôles des ICPE qui fixe une périodicité de visite pour ce site de un an.

L'inspection a pour objet de vérifier par sondage la situation de l'installation au regard de la réglementation « ICPE ».

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ALBI REMBLAIS RECYCLES
- Lieu-dit Fargues 81120 DENAT
- Code AIOT dans GUN : 0006811385
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

La société ALBI REMBLAIS RECYCLES (A2R) exploite actuellement une installation de stockage de déchets inertes (ISDI) et une installation de stockage de déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante dans un casier mono-déchets (casier dédié).

Le site est réglementé par l'arrêté préfectoral du 15 juillet 2020.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- détection radioactivité
- gestion des eaux de ruissellement et lixiviats
- suivi des eaux souterraines
- air empoussièrément
- règles d'exploitation et admission des déchets casier amiante

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Règles d'exploitation casier amiante	Arrêté Préfectoral du 15/07/2020, article 9.2.3.3	/	Mise en demeure, respect de prescription

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Radioactivité	Arrêté Préfectoral du 15/07/2020, article 2.4.5.2	/	Sans objet
Lixiviats	Arrêté Préfectoral du 15/07/2020, article 4.3.2.5	/	Sans objet
Règles d'exploitation casier amiante	Arrêté Préfectoral du 15/07/2020, article 9.2.3.3	/	Sans objet
Admission des déchets d'amiantes	Arrêté Préfectoral du 15/07/2020, article 9.2.4.4	/	Sans objet
Lixiviats - ancien casier C1,C2,C3	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 35	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Radioactivité	Arrêté Préfectoral du 15/07/2020, article 2.4.5.1	/	Sans objet
Eaux de ruissellement	Arrêté Préfectoral du 15/07/2020, article 4.3.2.2 et 4.3.4	/	Sans objet
Eaux de ruissellement	Arrêté Préfectoral du 15/07/2020, article 4.3.2.3	/	Sans objet
Lixiviats	Arrêté Préfectoral du 15/07/2020, article 4.3.2.4	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Lixiviats	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 43	/	Sans objet
Eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 15/07/2020, article 4.6.3	/	Sans objet
Règles d'exploitation casier amiante	Arrêté Préfectoral du 15/07/2020, article 9.2.3.2	/	Sans objet
Admission des déchets d'amiantes	Arrêté Préfectoral du 15/07/2020, article 9.2.4.1	/	Sans objet
Admission des déchets d'amiantes	Arrêté Préfectoral du 15/07/2020, article 9.2.4.2	/	Sans objet
Admission des déchets d'amiantes	Arrêté Préfectoral du 15/07/2020, article 9.2.4.3	/	Sans objet
Quantité de déchets admis	Arrêté Préfectoral du 15/07/2020, article 1.2.4.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a entraîné la formulation de 5 faits susceptibles de suites et 1 fait avec suite entraînant la proposition d'un arrêté préfectoral de mise en demeure à la signature de M. le Préfet du Tarn.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Quantité de déchets admis

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2020, article 1.2.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets admis
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La quantité annuelle maximale de déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante admis en stockage est de 3200 tonnes.</p> <p>La quantité maximale totale de déchets pouvant être admis dans le casier de stockage de déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante est de 48 000 tonnes.</p> <p>La quantité annuelle maximale de déchets inertes admis en stockage est de 44 000 tonnes.</p> <p>La quantité maximale totale de déchets pouvant être admis dans les casiers de stockage de déchets inertes est de 660 000 tonnes.</p>
<p>Constats : Du premier janvier au 30 avril, l'exploitant a stocké 402,660 tonnes, le code déchet associé est 17 06 05*.</p> <p>En 2021, l'exploitant a réceptionné 43665 tonnes de déchets inertes et 1680,1 tonnes de déchets amiantés.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Radioactivité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2020, article 2.4.5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Protique détection radioactivité et aire d'isolement
Prescription contrôlée : L'installation est équipée d'un dispositif fixe de détection des rayonnements ionisants. Ce dispositif est implanté de telle manière que tous les déchets entrants soient contrôlés. Il est associé à un système informatique permettant l'autocontrôle et à un système d'alarme visuelle et sonore. L'alarme est réglée à 3 fois le bruit de fond radiologique local (BDF). L'installation est dotée d'une aire étanche de stationnement temporaire des véhicules dont le chargement a déclenché l'alarme décrite à l'alinéa précédent. Cette aire doit être dimensionnée pour l'immobilisation d'un véhicule ou, si possible, seulement de sa benne. Elle doit par ailleurs être étanche afin d'éviter toute contamination en cas de déchargement pour isoler la source. L'exploitant dispose de moyens permettant de matérialiser sur cette aire un périmètre de sécurité avec une signalétique adaptée, établi avec un radiamètre portable, correspondant à un débit d'équivalent de dose de 0,5 µSv/h. La benne doit être protégée des intempéries afin d'éviter toute dispersion avant l'intervention de l'équipe spécialisée.
Constats : Lors de la visite précédente, l'exploitant ne possédait pas de radiamètre portable permettant de réaliser le périmètre de sécurité. Depuis cette visite, l'exploitant a acheté un radiamètre en juillet 2021 présenté lors de l'inspection. Le bilan annuel pour l'année 2021 précise qu'il n'y a pas eu de déclenchement sur le portique de détection des rayonnements ionisants. La vérification du portique a été réalisé le 5 avril 2022 par la société SAPHYMO, le rapport de vérification a été présenté à l'inspection et n'entraîne pas de commentaires. Une aire est présente sur le site afin d'isoler le chargement en cas de déclenchement du portique, des cônes de signalisation sont présents sur le site ainsi qu'un panneau de signalement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Radioactivité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2020, article 2.4.5.2
Thème(s) : Risques chroniques, Procédure « détection de radioactivité »
Prescription contrôlée : L'exploitant établit une procédure « détection de radioactivité » relative à la conduite à tenir en cas de déclenchement du dispositif de détection et il organise des formations de sensibilisation sur la radioactivité et la radioprotection pour le personnel du site, sans préjudice des dispositions applicables aux travailleurs qui relèvent du code du travail. La procédure visée à l'alinéa précédent mentionne notamment : • les mesures de radioprotection en termes d'organisation, de moyens et de méthodes à mettre en œuvre en cas de déclenchement du dispositif de détection ; • les procédures d'alerte avec les numéros de téléphone des secours extérieurs et de l'organisme compétant en radioprotection devant intervenir ; • les dispositions prévues pour l'entreposage des déchets dans l'attente de leur gestion. [...]
Constats : Le personnel du site a été formé à la radioactivité et la radioprotection le 16 mars 2021, les deux personnes présentes sur site ont été formées, l'attestation de formation a été présentée. L'exploitant a mis en place une procédure de détection, consultée par l'inspection. Il apparaît que les dispositions prévues pour l'entreposage des déchets dans l'attente de leur gestion ne sont pas précisées, l'information immédiate de l'inspection n'est pas prévue et le numéro de la DREAL doit être mis à jour. De plus, l'exploitant doit prendre en compte la circulaire du 30 juillet 2003 relative aux procédures à suivre en cas de déclenchement de portique de détection de radioactivité sur les centres d'enfouissement technique, les centres de traitement par incinération, les sites de récupération de ferrailles et les fonderies dans la rédaction de la procédure.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Eaux de ruissellement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2020, articles 4.3.2.2 et 4.3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux extérieures au site
Prescription contrôlée : Article 4.3.2.2 : Afin d'éviter le ruissellement des eaux extérieures au site sur le site lui-même, un fossé extérieur de collecte est implanté sur toute la périphérie de l'installation, sauf si la topographie du site permet de s'en affranchir. Le fossé est dimensionné pour capter au moins les ruissellements consécutifs à un événement pluvieux de fréquence décennale de 24h en intensité. Ces eaux sont dirigées vers le milieu récepteur (fossé de la RD612 puis Assou). Article 4.3.4 : [...] L'exploitant assure une surveillance périodique de l'état des fossés de collecte et assure leur entretien tant que de besoin.
Constats : Le fossé de collecte extérieur est, par endroit, obstrué ce qui ne permet pas d'éviter le ruissellement des eaux extérieures au site sur le site. L'exploitant n'entretient pas en tant que de besoin le fossé de collecte. L'exploitant a transmis par courrier électronique du 16 mai 2022 les photos attestant de l'entretien du fossé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Eaux de ruissellement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2020, article 4.3.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux de voirie
Prescription contrôlée : Les eaux de ruissellement sur la voirie située à l'entrée du site sont collectées, traitées par un séparateur d'hydrocarbures puis sont dirigées vers le bassin de rétention des eaux de ruissellement internes (BRI).
Constats : Les eaux de ruissellement de la voirie sont collectées et dirigées vers le séparateur d'hydrocarbures. L'inspection a constaté la présence d'un séparateur d'hydrocarbures, présent sur le site depuis 2021. Le séparateur n'a pas encore fait l'objet d'un nettoyage, l'inspection n'a pas constaté de saturation du séparateur.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Lixiviats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2020, article 4.3.2.5
Thème(s) : Risques chroniques, Casier C4
Prescription contrôlée : Le fond du casier C4 est profilé pour diriger gravitairement les eaux vers un point bas de collecte. Le collecteur peut être obturé à l'aide d'un ballon. Les lixiviats collectés sont dirigés gravitairement vers un premier bassin de rétention (BRA) de 39 m ³ . Ce premier bassin est dimensionné pour stocker les eaux issues d'un événement pluviaux de fréquence décennale et est étanche (membrane PEHD). Les effluents rejoignent ensuite un deuxième bassin (BDA) d'un volume de 219m ³ pour permettre leur décantation. Cet ouvrage est équipé d'un orifice calibré.
Constats : Le point bas de collecte du casier C4 est accessible, l'exploitant ne dispose pas de ballon permettant d'obturer le collecteur. La visite du site a permis de visualiser le bassin de rétention BRA, celui-ci est recouvert d'une géomembrane.
Type de suites proposées : Susceptibles de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Lixiviats – ancien casier C1, C2, C3

Références réglementaires : Arrêté Préfectoral du 15/07/2020, article 4.3.2.6 Arrêté ministériel du 15 février 2016, article 35
Thème(s) : Risques chroniques, Ancien casier 1, 2 et 3
Prescription contrôlée : Article 4.3.2.6– AP du 15/07/2020 Les lixiviats des casiers C1, C2 et C3 sont collectés par un drain au fond du casier et dirigés vers le bassin existant (BA). Cet ouvrage n'étant alimenté que par les lixiviats, la fermeture des casiers doit conduire à l'arrêt de l'alimentation de ce bassin. L'exploitant justifie, l'absence de rejet au niveau de ce bassin. Article 35 – AM du 15/02/2016 Au plus tard deux ans après la fin d'exploitation, tout casier est recouvert d'une couverture finale. Au plus tard neuf mois avant la mise en place de la couverture finale d'un casier, l'exploitant transmet au préfet le programme des travaux de réaménagement final de cette zone.
Constats : L'exploitant a indiqué que les casiers C1, C2 et C3 sont en cours de réhabilitation. La date de fin d'exploitation des casiers C1, C2, C3 est respectivement de mai 2011, juin 2020 et février 2019. Les casiers C1, C2 et C3 sont en cours de réhabilitation et l'exploitant n'a pas transmis le programme des travaux de réaménagement final. Ces constats sont contraires aux délais fixés à l'article 35 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 applicable aux casiers C2 et C3. Le casier C3 n'est pas recouvert d'une couverture finale et l'exploitant n'a pas transmis le programme des travaux de réaménagement final pour les casiers C2 et C3. Lors de la visite, il a été constaté la présence d'eau dans le bassin BA, ce bassin ne dispose pas d'exutoire.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Lixiviats

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 43
Thème(s) : Risques chroniques, Mesure fibre amiante lixiviats
Prescription contrôlée : II. - Une mesure de fibres d'amiante dans les bassins de stockage des eaux de ruissellement est réalisée tous les ans, afin de vérifier l'absence de dispersion de fibres d'amiante sur l'installation. En cas de détection de fibres d'amiante, l'exploitant prend les actions correctives appropriées dans un délai inférieur à six mois.
Constats : Une mesure des fibres d'amiante a été réalisée le 27 janvier 2022 par Eurofins, les résultats d'analyses ont été présentés à l'inspection. Le laboratoire n'a pas détecté de fibre d'amiante.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2020, article 4.6.3
Thème(s) : Risques chroniques, Analyses eaux souterraines
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant fait analyser ces ouvrages préalablement au démarrage de l'exploitation du casier C4 et selon les fréquences et paramètres définis dans l'ANNEXE III : Suivi des eaux souterraines Le niveau piézométrique de chaque ouvrage de surveillance est relevé à chaque campagne de prélèvement. L'exploitant joint alors aux résultats d'analyse un tableau des niveaux relevés (exprimés en mètres NGF), ainsi qu'une carte des courbes isopièzes à la date des prélèvements, avec une localisation des piézomètres. [...]
Constats : 5 piézomètres sont présents sur le site. Les résultats d'analyses réalisées en 2021 pour les PZ2 à 5 sont indiqués dans le bilan annuel et n'entraînent pas de commentaires de la part de l'inspection. Il apparaît que le PZ1 est à sec ce qui était déjà le cas lors du bilan en 2020.
Observations : L'exploitant transmettra l'avis d'un hydrogéologue agréé sur l'implantation des piézomètres afin de s'assurer que le réseau mis en place est suffisant malgré l'absence d'eau au niveau du PZ1. L'exploitant réalise la surveillance des eaux souterraines en s'appuyant sur le guide INERIS surveillance de la qualité des eaux souterraines appliquée aux ICPE et sites pollués.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Règles d'exploitation casier amiante

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2020, article 9.2.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Plan d'exploitation
Prescription contrôlée : A minima une fois par an, l'exploitant met à jour les relevés topographiques et évalue les capacités d'accueil de déchets disponibles restantes. Ces informations sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentées dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article .
Constats : Le relevé topographique est présent dans le bilan annuel ainsi que les capacités d'accueil de déchets disponibles restantes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Règles d'exploitation casier amiante

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2020, article 9.2.3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Conduite d'exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le déchargement, l'entreposage éventuel et le stockage des déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante sont organisés de manière à prévenir le risque d'envol de poussières d'amiante. A cette fin et conformément à la réglementation sur le travail, une zone de dépôt adaptée à ces déchets est aménagée. Elle est équipée, si nécessaire, d'un dispositif d'emballage permettant de conditionner les déchets des particuliers réceptionnés non emballés. Ces déchets conditionnés en palettes, en racks ou en grands récipients pour vrac souples sont déchargés avec précaution à l'aide de moyens adaptés tel qu'un chariot élévateur, en veillant à prévenir une éventuelle libération de fibres. Les opérations de déversement direct au moyen d'une benne sont interdites. Les déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante sont stockés avec leur conditionnement dans des casiers dédiés. Un contrôle visuel des déchets est réalisé à l'entrée du site et lors du déchargement du camion. L'exploitant vérifie que le type de conditionnement utilisé (palettes, racks, grands récipients pour vrac...) permet de préserver l'intégrité de l'amiante durant sa manutention vers le casier et que l'étiquetage « amiante » imposé par le décret n° 88-466 du 28 avril 1988 est bien présent. Les déchets ainsi conditionnés peuvent être admis sans essai. Lors de la présentation de déchets contenant de l'amiante, l'exploitant complète le bordereau de suivi de déchets d'amiante CERFA n° 11861.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats : L'inspection a assisté au déchargement et stockage de déchets amiantés en palette et emballés provenant de l'entreprise SODEPOL. Le déchargement a été réalisé à l'aide d'un chariot élévateur. Les déchets sont emballés conformément à la réglementation. L'inspection a consulté le BSDA et le document d'information préalable lié au déchargement des déchets amiantés de l'entreprise SODEPOL, le transporteur n'est pas renseigné. Le contrôle visuel est réalisé à l'accueil du camion et lors du déchargement.</p> <p>Les documents BSDA et information préalable liés à la réception n°2183 ont été consultés, le numéro de récépissé du transporteur n'est pas renseigné sur le BSDA, les documents d'information préalable n'appellent pas de commentaires de la part de l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Règles d'exploitation casier amiante

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2020, article 9.2.3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Recouvrement déchets amiantés
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Les déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante, stockés dans les casiers dédiés, sont recouverts avant toute opération de régalaie à la fin de chaque jour de réception par des matériaux ou des déchets inertes de granulométrie adaptée à la prévention de toute dégradation de leur conditionnement. L'épaisseur de recouvrement est supérieure à 20 centimètres.</p>
<p>Constats : L'inspection a constaté l'absence de recouvrement des déchets amiantés stockés dans le casier C4, il n'y a pas eu de recouvrement depuis le début d'exploitation en 2021. Le conditionnement des premiers déchets amiantés stockés est détérioré.</p> <p>L'exploitant a transmis, par courrier électronique du 16 mai 2022, les photos attestant de la mise en place du recouvrement sur une partie des déchets. Ces photos ne permettent pas de s'assurer que le recouvrement est réalisé avant toute opération de régalaie à la fin de chaque jour de réception par des matériaux ou des déchets inertes de granulométrie adaptée à la prévention de toute dégradation de leur conditionnement.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Admission des déchets d'amiantes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2020, article 9.2.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Modalités d'admission des déchets
Prescription contrôlée : Pour être admis dans une installation de stockage les déchets satisfont : - à la procédure d'information préalable ; - au contrôle à l'arrivée sur le site. Il est interdit de procéder à une dilution ou à un mélange des déchets dans le seul but de satisfaire aux critères d'admission des déchets.
Constats : Les documents liés aux réceptions 2183, 2392 et 2391 ont été consultés, ces réceptions étaient accompagnées de BSDA et d'informations préalables. Le contrôle visuel est réalisé à l'accueil du camion et lors du déchargement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Admission des déchets d'amiantes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2020, article 9.2.4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Procédure d'information préalable
Prescription contrôlée : Avant d'admettre un déchet dans son installation et en vue de vérifier son admissibilité, l'exploitant demande au producteur de déchets, à la (ou aux) collectivité(s) de collecte ou au détenteur une information préalable sur la nature de ce déchet. Cette information préalable est renouvelée tous les ans et conservée au moins cinq ans par l'exploitant. L'information préalable contient les éléments nécessaires à la caractérisation de base définie ci-après : - source et origine du déchet ; - informations concernant le processus de production du déchet (description et caractéristiques des matières premières et des produits) ; - données concernant la composition du déchet - apparence du déchet (odeur, couleur, apparence physique) ; - code du déchet conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - au besoin, précautions supplémentaires à prendre au niveau de l'installation de stockage. Si nécessaire, l'exploitant sollicite des informations complémentaires. L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées le recueil des informations préalables qui lui ont été adressées et précise, le cas échéant, dans ce recueil les motifs pour lesquels il a refusé l'admission d'un déchet.
Constats : L'inspection a consulté, par sondage, les informations préalables 2391 et 2392 ainsi que les BSDA associés. Les informations préalables contiennent les éléments demandés par la réglementation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Admission des déchets d'amiantes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2020, article 9.2.4.3
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle à l'admission
Prescription contrôlée : I. - Lors de l'arrivée des déchets sur le site, l'exploitant : - vérifie l'existence d'une information préalable en cours de validité ; - réalise une pesée ; - réalise un contrôle visuel lors de l'admission sur site ou lors du déchargement, et un contrôle de non-radioactivité du chargement. Le contrôle est effectué conformément à l'article 9.2.3.3; - délivre un accusé de réception écrit pour chaque livraison admise sur le site. II. - En cas de non-présentation d'un des documents requis ou de non-conformité du déchet reçu avec le déchet annoncé, l'exploitant informe sans délai le producteur, le détenteur du déchet. Le chargement est alors refusé, en partie ou en totalité. L'exploitant de l'installation de stockage adresse dans les meilleurs délais, et au plus tard quarante-huit heures après le refus, une copie de la notification motivée du refus du chargement, au producteur, au détenteur du déchet, au préfet du département du producteur du déchet et au préfet du département dans lequel est située l'installation de traitement.
Constats : L'acceptation des déchets sur le site se déroule conformément aux prescriptions indiquées ci-dessus. Pour chaque livraison admise sur le site, l'exploitant délivre un bon de pesée qui sert également d'accusé de réception. L'exploitant a transmis le registre de refus par courrier électronique du 10 mai 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Admission des déchets d'amiantes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2020, article 9.2.4.4
Thème(s) : Risques chroniques, Registre d'admission des déchets et refus
Prescription contrôlée : L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées un registre des admissions, un registre des refus et un registre des documents d'accompagnement des déchets (information préalable). En application de l'arrêté ministériel du 29 février 2012 modifié fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R541-43 et R541-46 du code de l'environnement, pour chaque véhicule apportant des déchets, l'exploitant consigne sur le registre des admissions : - la nature et la quantité de déchets, - le lieu de provenance et l'identité du producteur ou de la (ou les) collectivité(s), - le nom et l'adresse de l'expéditeur initial et le cas échéant son numéro SIRET, - le nom et l'adresse des installations dans lesquelles les déchets ont été préalablement entreposés, - l'identification du casier dans lequel les déchets ont été entreposés, - le nom et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R543-53 du code de l'environnement, - la date et l'heure de réception, et si elle est distincte, la date de stockage, - le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets d'amiante, - le code du traitement opéré selon l'annexe I et II de la directive 2008/98/CE, - le résultat des contrôles d'admission (contrôle visuel et contrôle des documents d'accompagnement des déchets) ; - la date de délivrance de l'accusé de réception ou de la notification de refus et, le cas échéant, le motif du refus.
Constats : Le registre d'admission a été consulté, il fait apparaître que les informations sur les transporteurs ne sont pas complètes, notamment le numéro de récépissé du transporteur n'est pas systématiquement mentionné.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet